

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Fluchere

Prénoms : Jean

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Indépendance électrique

Résumé de votre contribution :

Les deux maître-mots après le COVID 19 vont être : Souveraineté ou indépendance et rétablissement économique.

1. Souveraineté et indépendance médicale et pharmaceutique. Les révisions de la politique de santé, de l'hôpital public, de l'articulation entre la médecine de ville, les cliniques privées et les laboratoires d'analyses et l'hôpital relève de la souveraineté française. En revanche, la production de matériels consommables, de produits pharmaceutiques, de stocks, la recherche médicale doivent faire l'objet a minima d'une indépendance de l'Union Européenne ;
2. L'indépendance alimentaire. D'après les informations reçues du milieu agricole et élevage, la France n'a plus sa souveraineté alimentaire. Le déficit import-export est négatif depuis quelques années.
3. Souveraineté énergétique. Avec 100 Mtep de pétrole et gaz importés pour 55 Mtep (15 Mtep chaleur renouvelable et 40 Mtep d'électricité disponible au plan national), en énergie finale, nous ne l'avons pas et nous ne l'avons jamais eu. A la fois pour réussir nos objectifs climatiques, pour dépendre de moins en moins des producteurs d'énergies fossiles et réduire nos dépenses extérieures, l'électrification des usages de chauffage et de mobilité devient un impératif. La France dispose encore de sa souveraineté électrique dans une Europe où nos voisins développent des politiques (de plus en plus d'énergies électriques intermittentes et de moins en moins de moyens électriques pilotables) qui ne leur permettront pas de la conserver. Il est donc fondamental que la politique électrique française conserve sa pleine capacité à alimenter le pays en disposant de moyens pilotables, seuls en mesure de satisfaire à

tout moment une demande croissante. RTE fait remarquer que nous commençons à être à la limite en moyens de productions pilotables. Effectivement, la France ne dispose plus que 85 GW à la pointe, en étant optimiste sur la disponibilité des moyens de production. Il devient urgent de décider de la construction de nouveaux outils nucléaires pour produire notre électricité décarbonée. En effet, entre la décision et la mise en service, il se passe une dizaine d'années et nous avons pris du retard. Ceci doit également se faire dans le souci majeur de redresser notre économie nationale gravement affectée par l'épidémie de coronavirus. Le gouvernement et les gouvernements suivants devront procéder à des révisions drastiques. On ne peut pas consacrer 5 à 6 Mds d'€/an pour des EnRi inutiles dans notre pays et laisser l'organisation de la santé publique dans l'état où elle se trouve. Il faut utiliser les milliards d'€ là où ils sont indispensables et arrêter de les dépenser là où ils n'ont pas d'utilité. Il devient plus que jamais nécessaire d'abandonner toutes formes de subventions aux EnRi et, en outre, revoir les contrats en cours comme l'a fait le gouvernement espagnol après les largesses de Zapatero. En effet, un certain nombre de contrats sont devenus des sources d'enrichissement sans cause. Enrichissement d'opérateurs qui se fait en prélevant dans la poche des Français, y compris ceux qui sont en précarité énergétique. Cela relève d'un impératif de justice sociale. Si les opérateurs de moyens intermittents sont arrivés à la compétitivité après 20 ans de subventionnement, rien ne s'oppose à ce qu'ils puissent continuer à en installer. Mais ce n'est pas la seule action indispensable sur le plan économique. Nous devons prolonger la durée d'exploitation de notre parc à 60 ans et pourquoi pas à 80 ans avec l'accord de l'ASN, comme l'autorise la NRC aux USA pour des réacteurs identiques aux nôtres. Notre industrie nucléaire doit redevenir une industrie mondiale comme elle en a les capacités et ne pas se laisser devancer par les industrie Chinoise et Russe compte tenu du développement mondial des installations de réacteurs électrogènes en vue de réduire les émissions de dioxydes de carbone comme l'exige le climat. La petite lunette d'une Europe frileuse ne doit pas obscurcir la vision de ce qui se passe au plan mondial. Pour la mobilité propre, il est urgent de doter notre pays d'un réseau de borne de recharge électrique, tout comme il est indispensable d'équiper les parkings d'immeubles et les zones urbaines. Les constructeurs automobiles, de leur côté, font des efforts conséquents pour mettre sur le marché des véhicules de plus en plus performants, il ne faut pas limiter leur développement par un nombre trop réduit de points de recharge. S'agissant de l'habitat existant, de nombreuses études montrent que le parc résidentiel existant ne peut pas rejoindre les normes BBC. Il faut, comme le montrent de nombreuses études sérieuses, faire au mieux en observant le rapport coût/efficacité. Il en va à la fois de l'aide publique et du pouvoir d'achat des ménages.